Déclaration

Lecture par Jean-Louis CREVEL.

La crise énergétique est due à la mauvaise orientation menée par la France sur les moyens mis en place pour faire face à cette crise.

Par exemple, après avoir fermé plusieurs centrales de production il n'est pas prévu de remplacer ce manque de fourniture.

Des tranches de production sont aussi mises à l'arrêt en trop grand nombre et tardent à redémarrer

Conséquence : la production diminue et la bourse européenne de l'énergie s'en donne à cœur joie : hausse du prix du MWH, spéculation, flambée des prix et, de fait, augmentation du prix du KWH domestique et industriel.

Qui est surtout impacté par cette crise ? Ce sont les usagers déjà précarisés par des salaires bas et ayant des difficultés à régler leurs factures et qui ont déjà fait des efforts pour économiser leur chauffage par le passé.

Que leur dit-on ? Eteignez vos lumières, baissez votre chauffage, mettez un pull à col roulé, bien sûr !

Ce qui va se passer et qui arrive en ce moment c'est que les coupures pour impayés vont flamber !

17% d'augmentation pour 2022 les fournisseurs et ils sont nombreux demandent à ENEDIS de couper leurs clients sans maintien de l'énergie contrairement à EDF, qui a mis en place ce maintien pour une puissance de 1 KVA, soit 1000W.

Du temps du service public c'était 3 KVA.

Cela même en période hivernale.

En 2022 6,2 millions d'usagers sont ou seront touchés par la précarité énergétique. 800 000 ont subi une coupure pour impayé

2023 si l'électricité venait à augmenter de 10%, il est estimé que 400 000 usagers viendraient grossir le rang des précaires

Janvier 2023 : l'électricité va augmenter de 15% ce qui va engendrer 600 000 précaires en plus.

Le gaz a augmenté de 60% entre janvier et septembre 2021 puis de 12% en octobre de la même année.

Que dire des conséquences sur les communes et les collectivités locales, les factures explosent !

Il faut se rendre à l'évidence, entre 2020 et 2022, la crise économique et sanitaire a fait bondir la précarité d'un grand nombre de français et laisse planer un grand doute sur leur avenir. Si cela devait nous donner une certitude, c'est bien que l'énergie ne soit pas une marchandise comme les autres.

Il faut revenir à un service public de qualité.

Il faut revenir à un service unique et à un prix régulé pour le gaz et l'électricité.